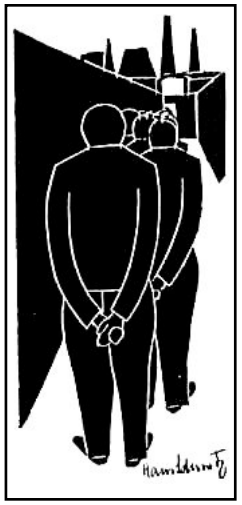
MAI 2010

RIO TINTO

ET LE COUP D'ÉTAT FASCISTE EN ESPAGNE



LES ÉDITIONS RUPTURES

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR

L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'Union communiste libertaire (UCL) a été fondée en novembre 2008. La nouvelle organisation révolutionnaire prend la relève de l'Union régionale de la NEFAC au Québec.

L'UCL est une organisation de militants et militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militants et militantes isolées, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.

les **Collectifs** locaux

Collectif Local de Montreal

courriel: ucl.montreal@causecommune.net
blogue: nefacmtl.blogspot.com

Le collectif local de Montréal assure la permanence tous les vendredi de 16h à 20h à la Librairie l'Insoumise, 2033 St-Laurent .

Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

courriel: ucl.quebec@causecommune.net
blogue: voixdefaits.blogspot.com

Le collectif local de Québec anime une émission de radio tous les mercredi a 20h, sur les ondes de CKIA au 88,3 FM

Collectif Emma Goldman (Saguenay)

courriel: ucl.saguenay@causecommune.net
blogue: ucl-saguenay.blogspot.com

Pour rejoindre nos membres et sympathisants dans une autre localité: Sherbrooke, St-Jérôme, Trois-Rivières et Drummondville, ou pour toute autre information, n'hésitez pas a contacter notre secrétariat.

Coordonnées de l'UCL
www.causecommune.net
ucl@causecommune.net

RIO TINTO

ET LE COUP D'ÉTAT FASCISTE EN ESPAGNE

Par Samuel Lamarre

Au moment de l'achat de l'Alcan par le groupe minier Rio Tinto, en octobre 2007, peu se disait dans les médias à propos de ce qu'était cette compagnie. L'acquisition par un monopole étranger, qui plus est, autorisée par le gouvernement du Québec, occupait les manchettes à points de vue plus critiques. En 2006, par une " entente de continuité ", le gouvernement avait accordé nombre de bénéfices à l'Alcan (des centaines de millions de dollars en prêts, renouvellement du bail et du droit hydrique pour produire de l'électricité, bloc supplémentaire d'électricité à rabais,…) pour le maintien et la création d'emplois. Ces avantages ont en bout de ligne permis aux actionnaires de se faire plus d'argent avec la vente de l'entreprise l'année suivante. Comble de l'histoire, nous apprenions ensuite grâce aux dénonciations des travailleurs de l'aluminium que, par une entente secrète entre le gouvernement du Québec et Rio Tinto, le nouvel acquérant pourrait profiter de l'" entente de continuité " d'Alcan, tout en gardant la liberté de fermer ses usines sans sanction punitive du gouvernement[1]. Sur le sujet, beaucoup aurait pu être rajouté concernant la reconnaissance mondiale de la multinationale minière acquérante, Rio Tinto, pour ses innombrables abus tout au long de son histoire.

Fondée en 1873 par un consortium d'investisseurs anglais et une banque allemande, la Deutsche Bank, qui voulaient exploiter une mine à Rio Tinto, dans le sud de l'Espagne, l'entreprise est aujourd'hui le plus grand groupe minier international sur Terre et est contrôlée par deux sociétés fusionnées, une anglaise et l'autre australienne. On ne compte plus les violations des droits humains et du travail et les dégradations environnementales commises par Rio Tinto, présente sur presque tous les continents : support au régime de l'apartheid en Afrique du sud[2], déplacements forcés de communautés autochtones[3], avoir mené

plusieurs cartels internationaux secrets pour contrôler les prix et la production[4], contamination de l'environnement et des sources d'eau potable[5], recours à la répression civile et militaire et à des armées privées contre les contestations[6], campagnes anti-syndicales dans ses mines[7], complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité durant le conflit sécessionniste à Bougainville[8], et la liste serait encore longue…

À mi-chemin entre le *corporate watch* (surveillance des corporations) et la chronique historique, je consacre plus spécifiquement cet essai au rapport de Rio Tinto à la guerre civile espagnole de 1936-1939. J'ai choisi cette période puisqu'elle permet à mon avis d'illustrer les liens étroits et réciproques entre les forces politiques fascistes et certains magnats capitalistes étrangers, dans le but de bloquer coûte que coûte les avancées révolutionnaires, et l'incidence qu'ont pu avoir ces rapports sur les relations politiques internationales. La période met également en évidence le pouvoir de répression du Capital, par ses alliances stratégiques de classe, contre le changement social insufflé par le peuple. Durant ce conflit, républicain-e-s, anarchistes et socialistes ont pris les armes pour résister au coup d'État fasciste orchestré par le général Francisco Franco, avec la complicité de l'Armée, de l'Église catholique et des nazis. Dans les territoires libérés et défendus par les anarchistes (par exemple la Catalogne et l'Aragon), les usines et les terres agricoles devenaient propriété collective et tout travail devenait socialisé, c'est-à-dire que chacun-e travaillait selon ses capacités et tous et toutes en bénéficiaient selon leurs besoins. Rappelons qu'avec la victoire des troupes franquistes, la résistance héroïque du peuple espagnol tourna à la répression : des centaines de milliers d'exilé-e-s et de prisonniers-ères et la mort de près d'un million de personnes. La République démocratiquement élue fera place à une dictature nationaliste, catholique et corporatiste qui perdurera jusqu'à la mort de Franco, en 1975. Le célèbre poète espagnol et antifasciste, Miguel Hernández Gilabert écrit :

" Sang, sang sur les arbres et les pavés,
Sang sur les eaux, sang sur les murs
Et crainte que l'Espagne s'écroule
Sous le poids du sang qui suinte entre ses trames
Jusqu'à mouiller le pain qui se mange. "

* * *

Après l'implantation de la mine de Rio Tinto, les espagnol-e-s connurent assez tôt les aspirations capitalistes très répressives de la firme anglaise. Un de ces pre-

[15] Henry Paetcher. " Espagne 1936-1937 : La guerre dévore la révolution ", 1938, chap.2, http://www.somnisllibertaris.com/libro/espagne3637/chapitreII.htm

[16] Jean-François Berdah. " L'Allemagne et le Royaume-Uni face à la question espagnole : reconnaissance de facto ou reconnaissance de jure ? (1936-1939) ", Mélanges de la Casa de Velázquez, Tome XXIX-3 (Époque contemporaine), 1993, Madrid, 1994, p.203-241, http://gernika.free.fr/melanges.html

[17] Juan García Oliver. " El fascismo internacional y la guerra antifascista española ", Barcelone, Oficina de propaganda CNT-FAI, 1937

[18] À propos du fascisme allemand et italien Daniel Guérin écrit dans " Fascisme & grand capital ", Paris, François Maspero, Réédition, 1969, p.240. " Le fascisme avait promis aux classes moyennes de faire " machine en arrière ", de revenir à une économie de petits producteurs, de juguler les grands monopoles capitalistes. Mais, on l'a vu, il ne fait, une fois au pouvoir, que renforcer, par tous les moyens, ces grands monopoles qu'il avait juré de mettre hors d'état de nuire; il ne fait qu'exaspérer les tendances du capitalisme à la concentration et à la mécanisation "

[19] Abigail Abrash et Danny Kennedy. " Repressive Mining in West Papua ", dans " Moving Mountains: Communities Confront Mining and Globalisation, Otford Press, 2001, Chap. 4, p.59-74 http://wpik.org/Src/eng_moving_mountains.html ; Mark Curtis (War on Want). " Fanning the Flames : The role of British mining companies in conflict and the violation of human rights ", Novembre 2007, http://www.waronwant.org/attachments/Fanning%20the%20Flames.pdf

Bust-Namibian-Union

[8] Postcourier. " Bougainville case against Rio Tinto set for US hearing ", Postcourier, 9 août 2006, http://www.minesandcommunities.org/article.php?a=644

[9] Manuel Domínguez Cornejo et Antonio Domínguez Pérez de León. " La Verdadera Historia de la año de los tiros ", texte en 10 parties disponible sur http://cistusjara.blogia.com/temas/patrimonio.php ; Wikipedia espagnol. " Rio Tinto Company Limited ", Section " Las teleras y el año de los tiros ", http://es.wikipedia.org/wiki/Rio_Tinto_Company_Limited#Las_teleras_y_el_a.C3.B1o_de_los_tiros , consulté le 30 juin 2009.

[10] Rudolf Rocker. " La tragédie de l'Espagne ", Éditions CNT-Région parisienne, 2006, p.13-16. http://raforum.apinc.org/bibliolib/HTML/Rocker-Espagne.html

[11] Douglas J. Little, " Twenty Years of Turmoil : ITT, the State Department, and Spain, 1924-1944", Business History Review, vol. LIII, n° 4, 1979

[12] Jacques Bardoux. " Le complot russo-communiste ", dans " Russie 1837-1937 ", Ouvrage collectif, p.404, Maisonneuve & Larose, 1997, http://books.google.com/books?id=Pn0LSwJxx2EC&printsec=frontcover&hl=fr

[13] Rudolf Rocker. Op. cit.

[14] Lina Gálvez Muñoz et Francisco Comín. " Entreprises publiques et multinationales sous l'autarcie franquiste ", Entreprises et histoire 2004/3, Volume 37, p. 88-103, p.90. http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=EH&ID_NUMPUBLIE=EH_037&ID_ARTICLE=EH_037_0088

[a] Note de l'auteur de la citation : " J. Tascón, " Inversiones y empresas norteamericanas en España, 1929-1964 ", Seminario de Historia Económica, Universidad Carlos III de Madrid, 2001, p. 16. La Grande-Bretagne maintint sa position de premier investisseur direct étranger jusqu'à son dépassement par les Etats-Unis après 1945. Dès le moment où la victoire de Franco devint certitude, l'investissement nord-américain augmenta jusqu'à doubler entre 1936 et 1938 alors que les investissements de la majeure partie des pays européens diminuèrent et que les investissements britanniques demeurèrent stables. "

miers événements marquants eut lieu le 4 février 1888, dans la région de Huelva. Des mineurs et leurs familles et des paysans du coin, de 12 à 14 000 personnes, manifestaient pacifiquement pour protester contre les " vapeurs " de dioxyde de soufre qui émanaient des installations de Rio Tinto. Maximiliano Tornet, un syndicaliste anarchiste, José María Ordóñez Rincón et José Lorenzo Serrano collaboraient à l'organisation de cette manifestation sous la bannière de la " *Liga Antihumos* " (Ligue Antifumées). Depuis le 1er février, les ouvriers des mines avaient déclanché une grève qui s'était étendue à tous les départements. Pendant ce temps, William Rich, le nouveau directeur général des mines cherchait à conclure une entente secrète avec Agustín Bravo y Joven, le gouverneur civil de Huelva, pour faire venir des troupes en renfort pour supporter les gardes employés par la compagnie et les quelques gardes civils de la région. La manifestation du 4 fut très pacifique avec une fanfare et des pancartes "¡humos no!"(Non aux fumées !) et "¡viva la agricultura!". Le gouverneur civil arriva dans la ville escorté d'un détachement de soldats du Régiment de Pavía, résolu à mettre fin à la manifestation. Sans trop savoir d'où venaient les ordres, les soldats se mirent à tirer ouvertement sur les manifestant-e-s, parmi lesquel-le-s des femmes et des enfants, et à les attaquer à coup de baïonnette. Il n'y eut aucun dénombrement officiel des gens tués dans le massacre, mais certaines sources avancent plus de 200 personnes. Ces événements sanglants restèrent dans la mémoire collective de la province de Huelva comme "*El año de los tiros*" (L'année de la mitraille), malgré le fait que Rio Tinto et le Gouvernement central aient gardé le silence sur les événements[9].

Durant la guerre civile espagnole, alors que les républicain-e-s ont vendu les réserves d'or de la Banque d'Espagne pour financer leur défense, les insurgés franquistes ont reçu beaucoup d'aide financière de la part du grand capital étranger et des pays fascistes et eurent recours à plusieurs réquisitions pour financer le coup d'État. Certain-e-s historien-ne-s avancent que certaines mines de Rio Tinto auraient été réquisitionnées par les militaires et forcées d'exporter de la pyrite en Allemagne. Il s'agit en effet d'une possibilité qu'avancent certaines sources, mais explorons davantage la question avec une analyse plus objective des rapports de Rio Tinto et du grand capital avec le coup d'État franquiste pour voir que la minière n'avait pas les mains si blanches que ça dans le support au coup d'État.

Il importe d'abord de comprendre le rôle qu'a pu jouer l'intervention des entreprises étrangères dans la guerre civile. Dans *La tragédie de l'Espagne* (1937), l'historien anarchiste, Rudolf Rocker, écrit :

" On ne peut pas du tout comprendre la signification de ces événements

si on ne prend pas suffisamment en compte la puissante influence du capital étranger investi en Espagne. C'est là que se trouve la clé de l'attitude de l'Angleterre et de la France, et de leur soi-disant "politique de neutralité", et en même temps l'explication du rôle ambigu que le gouvernement de la Russie soviétique a joué depuis le début - et joue encore - dans cette sanglante tragédie du peuple espagnol. " [10]

L'Espagne a commencé à recevoir les Investissements Directs Étrangers (IDE) dès le milieu du 19ième siècle. Les IDEs désignent les prises de contrôle qui influencent significativement l'économie d'un pays, réalisées par des firmes étrangères. Ces firmes sont intéressées par les avantages comparatifs (ex. : coût de la main d'œuvre, de production et des matières premières, subventions) de ce pays, mais aussi par ses normes et législations sur le travail et l'environnement. Les avantages comparatifs ont pour effet d'inféoder les secteurs de développement de l'économie de ces pays aux intérêts des impérialistes financiers. Vers la fin du 19ième siècle, Rio Tinto avait reçu une concession non limitée dans le temps de la part du gouvernement espagnol. En 1923, c'est le début de la dictature de Miguel Primo de Rivera qui durera jusqu'en 1930, appuyée par de nombreux entrepreneurs qui souhaitent qu'il mate les luttes ouvrières. Le mouvement syndical espagnol est alors en pleine croissance, dont une grève de 4 mois dans les mines de Rio Tinto entre les mois de juin et octobre 1920. Le syndicalisme libertaire de la Confédération Nationale du Travail (CNT), interdit et durement réprimé, passe à la clandestinité. La Seconde République (1931-1939) fut une période où les monopoles des entreprises étrangères furent attaqués et plusieurs expropriations eurent lieu. Un article permettant l'expropriation sans compensation touchant certains services publics fut inclut par le Parlement espagnol dans son projet de constitution en octobre 1931. À la bourse, la cote des actions minières de l'entreprise passa de 1500 en 1935 à 1000 au mois de mai 1936. De sérieux conflits sociaux ébranlèrent des multinationales comme ITT (télécommunications) et Rio Tinto. Selon Douglas J. Little, c'est ce qui expliquerait pourquoi beaucoup de cadres d'ITT et de Rio Tinto, entre autres, aient manifesté des sympathies pour le camp de Franco dès le début de la guerre civile[11].

Avant même les journées révolutionnaires de juillet 1936, Rio Tinto savait très bien ce qui s'organisait en Espagne. Durant l'assemblée générale des actionnaires de Rio Tinto de 1936, Sir Auckland Geddes, président de la compagnie, faisait le bilan suivant :

" Pendant les semaines qui suivirent notre assemblée de l'an dernier,

et des forces policières pour protéger la mine et ses alentours, territoire confisqué aux autochtones militairement et sans consultation. Exemple moderne de colonialisme, ces forces rémunérées ont brutalement attaqué les communautés locales et réprimé les protestations contre la mine à répétition[19].

[1] Alain Proulx. " L'impact de la perte de contrôle d'une entreprise florissante la prise de contrôle d'Alcan par Rio Tinto ", Colloque du Département des relations industrielles de l'Université Laval / août 2008, http://www.rlt.ulaval.ca/mutationsdutravail/upload/fichier37.pdf

[2] Conseil des Nations Unies pour la Namibie. " Plunder of Namibian uranium : major findings of the hearings on Namibian uranium held by the United Nations Council for Namibia in July 1980 United Nations ", New York, 1982, 35p. ; Construction, Forestry, Mining and Energy Union. " Unions target Rio Tinto ", The Guardian, 1er avril 1998.

[3] Danny Kennedy. " PT Kelian: A Case Study of Global Operations ", Rio Tinto: Global Compact Violator, CorpWatch, 13 juillet 2001, http://www.corpwatch.org/article.php?id=622

[4] James Vassilopoulos. " Rio Tinto: the world's worst company? ", Green Left Weekly, #300, 3 décembre 1997, http://www.greenleft.org.au/1997/300/15334

[5] Zoe Kenny. " INDONESIA: Protests demand Freeport mine closure ", Green Left Weekly, #659, 8 mars 2006, http://www.greenleft.org.au/2006/659/7248

[6] AFP. " US mining giant still paying Indonesia military ", Jakarta, 22 mars 2009, http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jJMKtoD9LnT34URkkkJmTjaSf8EA

[7] Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses. " Rio Tinto Tries To Bust Namibian Union ", ICEM News release No. 13/1998, 5 mars 1998. http://www.icem.org/en/77-All-ICEM-News-Releases/942-Rio-Tinto-Tries-To-

tant à cette époque et de nombreuses filiales de multinationales survécurent à la période.

En conclusion, bien que l'hypothèse d'une réquisition demeure tout à fait plausible et en adéquation avec les idées politiques nationalistes autoritaires de Franco, il faut garder à l'esprit que les rapports entre l'entreprise et le régime franquiste étaient beaucoup plus complexes. L'essai a tenté de démontrer que l'entreprise Rio Tinto a gardé de forts liens avec le camp franquiste dès le début de la guerre civile puisqu'il était dans son intérêt, de même que pour de nombreuses autres multinationales étrangères, de supporter une victoire fasciste et d'écraser la République et les " rouges ", qui représentaient une menace pour la collaboration du gouvernement avec les impérialistes étrangers et pour la propriété privée de l'entreprise. À travers la réquisition durant la guerre civile et la nationalisation en 1954, la multinationale a été en partie compensée pour ses pertes. Comme on l'a vu, tout comme Rio Tinto avait besoin de l'appui et de la collaboration du gouvernement franquiste, ce dernier avait besoin de l'appui de l'entreprise pour sa reconnaissance sur la scène internationale et par sa dépendance technologique envers le capital étranger. Finalement, les multinationales étrangères telles que Rio Tinto ont joué un rôle complice, de par leurs intérêts particuliers, dans la victoire des fascistes en Espagne.

Aujourd'hui, près de 70 ans après, Rio Tinto n'a toujours pas perdu sa soif inétanchable de profits. Les avantages, entre autres énergétiques, accordé par le gouvernement du Québec via l'entente secrète n'ont pas empêché le monopole de procéder à d'importantes mises à pied. Sur la scène internationale, les minières comme Rio Tinto se font aujourd'hui encore complices d'atrocités et de la militarisation à l'encontre des populations locales. Elles réalisent d'énormes profits sur le dos des pays en voie de développement qui leur offrent des avantages comparatifs, sous contraintes d'institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI), pour attirer les IDEs.

En Papouasie occidentale, un conflit pour l'indépendance face à l'Indonésie a causé plus de 100 000 morts dans les dernières décennies. La minière américaine Freeport-McMoRan en coentreprise avec Rio Tinto y opère la mine de Grasberg, très controversée pour avoir financé les abus des militaires contre la population et pour ses graves dégradations environnementales. De sérieuses violations des droits humains ont eu lieu près de la mine et la complicité des deux compagnies dans ces abus est reconnue, bien qu'impunie et non réparée. Selon les rapports officiels de Freeport, la filiale locale continue de payer des militaires indonésiens

jusqu'au milieu de juillet 1936, la situation a empiré progressivement. Les affiliés aux partis d'extrême-gauche et leurs dirigeants ne cherchaient nullement à cacher qu'ils préparaient une révolution rouge contre le gouvernement du Frente popular. Les ministres du gouvernement de Madrid admettaient, sans réserve, que le gouvernement central était en train de perdre le contrôle de la situation. " [12]

Le City Economist rajoutait d'ailleurs en janvier 1937, dans sa revue de 1936, que " les intérêts étrangers qui se trouvent en relations étroites avec les dessous de la politique espagnole n'ont pas été surpris par le commencement de la guerre civile."

En août 1936, alors que les républicains prenaient la province de Huelva, où Rio Tinto exploitait les mines de cuivre les plus riches d'Espagne, " la junte de Burgos, par un décret spécial, s'est empressée d'assurer la Compagnie Rio Tinto que ses droits ne seraient pas restreints et que le cuivre dont l'armée fasciste avait besoin pour des buts militaires serait payé au prix moyen du marché. ", affirme Rudolf Rocker[13]. L'occupation franquiste de la région minière de l'Andalousie mettait fin de façon brutale à l'éclosion de conflits ouvriers dans les mines : les mineurs considérés problématiques étaient amenés en cour martiale et étaient fusillés.

Ayant siégé, à la veille de la guerre civile, au Bureau central de l'industrie espagnole, organisme présidé par Juan March qui a largement participé au financement des généraux factieux, Sir Auckland Geddes, fit également beaucoup pour conserver ses relations avec le pouvoir pendant et après celle-ci. Pour le gouvernement franquiste, ces relations avec la multinationale britannique répondaient tout autant à un besoin criant : la reconnaissance internationale du régime.

" Rio Tinto, pour sa part, fut pour beaucoup dans l'établissement d'une représentation britannique auprès du gouvernement de Franco dès 1937 ainsi que dans la reconnaissance de ce dernier comme chef légitime du gouvernement de l'Espagne le 27 février 1939, donc avant la fin de la guerre. Il est intéressant de souligner qu'avant 1936 la participation britannique représentait entre 40 et 50 % de tout l'IDE dans le pays et que 60 % de cette participation était concentrée dans les secteurs minier et métallurgique[a]. " [14]

Rio Tinto a régulièrement rendu compte au gouvernement britannique de sa fourniture en pyrite de l'Allemagne nazi via la Compagnie Hispano-Marroquí de

Transportes pendant la guerre civile. Rio Tinto a aussi accordé à Franco un prêt d'un million de livres sterling à la condition que soit rétablie la monarchie (promesse tenue à sa succession en 1975) et que l'entreprise soit respectée après la victoire des fascistes en Espagne[14]. D'autres multinationales telles que Texaco, General Motors et Standard Oil en plus de banques étrangères auraient également fait des prêts avec intérêts au camp franquiste et ont reçu honneurs et concessions de Franco en signe de reconnaissance.

Le *Morning Post*, journal conservateur britannique, du 22 juillet 1937, décrivait assez clairement la situation pour les investisseurs britanniques en Espagne :

> *"Si les rouges étaient vainqueurs, on pourrait considérer comme perdu le capital anglais en Espagne... Le général Franco a fait réquisitionner le cuivre, les pyrites et le soufre, mais il les paye au cours de 40 pesètes. Persistera-t-il le moindre doute sur le parti en faveur duquel doit pencher le commerce britannique? Voilà où l'on se trompait!"*

Il y a tout de même lieu de se demander si cette aide, voir même cette complicité, aux fascistes n'était pas contradictoire avec les visées et l'orientation politique de la Grande-Bretagne. Henri Paetcher répond à cette question dans son bouquin " La guerre dévore la révolution " :

> *" La haute finance anglo-française qui s'occupe de la répartition des richesses du monde à travers et au moyen d'un système de pistons et d'intermédiaires, peut se permettre de négliger ses intérêts "nationaux". Plus les financiers sont forts et leurs participations et ramifications sont vastes, et plus leurs intérêts privés se séparent de ceux de leur patrie. Le super-impérialisme est indifférent à la nationalité du gérant qui se charge de ses intérêts dans tel ou tel autre pays, pourvu qu'il se fasse octroyer des emprunts rémunérateurs et qu'il maintienne le niveau des salaires suffisamment bas pour permettre de grands bénéfices.*
>
> *De là la possibilité de collaboration entre l'impérialisme financier et l'impérialisme national. De là leur haine commune contre ceux qui en brisent les cadres. Qu'ils se disputent les pourcentages des bénéfices, ils s'accordent pour grossir la masse des profits à répartir " [15]*

Dans cette conjoncture, les investissements britanniques en Espagne, particulièrement dans le secteur minier, comptèrent parmi les principales raisons qui

motivèrent la décision de non-intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre civile. La Grande-Bretagne fit également pression au près de la France et des autres pays pour les faire adhérer à sa position, notamment via *l'International Committee for the Application of Non-Intervention in Spain* (le " Comité de Londres "), et pour l'application d'un embargo sur la livraison d'armes vers la République espagnole. Principal échec du comité de non-intervention : les puissances fascistes y participèrent afin de neutraliser les appuis potentiels au camp républicain, malgré leur propre participation au conflit (envois d'armes, d'équipements et de troupes aux insurgés franquistes), enfreignant délibérément l'accord. Ces affronts ont été tolérés au comité par la Grande-Bretagne et la France tout au long du conflit. Le 28 février 1939, la Grande Bretagne reconnut le régime franquiste comme Gouvernement de l'Espagne et la guerre civile se termina un mois plus tard, le 31 mars. La non-intervention eut des conséquences très funestes pour la République et une responsabilité non négligeable dans la victoire des insurgés franquistes[16]. Au début de l'année 1937, lors d'une conférence, l'anarchiste Juan García Oliver évoquait la non-intervention comme parallèle à l'offensive directe des fascistes dans " l'attaque double du capitalisme contre le prolétariat espagnol " [17].

Plus tard, en 1954, Rio Tinto fut nationalisée et rapidement hispanisée (privatisation au capital espagnol) par le gouvernement espagnol, en dépit des promesses de Franco et des forts liens que la multinationale avait tissé avec le régime franquiste. Les actions de Rio Tinto furent cédées en échange du versement de 7 667 000 £ et d'une participation d'un tiers dans le capital de la nouvelle entreprise, la Compañía Española de Minas de Rio Tinto S.A.. La multinationale britannique avait tout de même traversé la majeure partie de la période dite de l'autarcie franquiste (1939-1959) où de nombreuses filiales de multinationales avaient été nationalisées ou hispanisées avec un certain degré d'arbitraire dans la sélection. Ce degré d'arbitraire avait entre autres pour raison la dépendance technologique envers les entreprises étrangères et la nécessité d'une reconnaissance internationale du régime franquiste. Par ces nationalisations, il ne s'agissait non pas de supplanter les initiatives privées des entreprises étrangères en Espagne à la manière d'une étatisation de l'économie, mais plutôt de réaliser une politique nationaliste autoritaire inspirée des politiques fascistes de l'Allemagne et de l'Italie, qui au-delà des grands discours, ne profitaient guère à la masse des classes ouvrières et populaires[18]. Les mines de Rio Tinto apparaissaient dans leur cas comme un symbole marquant de la faiblesse du capitalisme espagnol. Toutefois, la porte ne fut jamais pour autant close pour les entreprises étrangères en Espagne. D'ailleurs, les investissements américains connurent un boom impor-